



Comté de Matane

Mémoire présenté à la Commission de la représentation électorale du Québec
(CRE)

Matane, le 28 mai 2008

par le Comité exécutif du Parti Québécois du Comté de Matane

PRÉAMBULE

Le présent mémoire constitue la position exprimée par les membres du Comité exécutif du Parti Québécois du comté de Matane et a pour but d'expliquer les raisons pour lesquelles nous sommes opposés aux remaniements tels qu'actuellement proposés dans la nouvelle carte électorale. Nous exprimerons également l'approche que nous avons développée pour aider la CRE à trouver un moyen de préserver nos quatre comtés en Gaspésie.

Comme l'indique la Loi électorale du Québec, la carte électorale doit respecter le principe de la représentation effective de l'électeur et nous sommes entièrement en accord avec ce principe, d'où la nécessité d'effectuer une réforme. Cependant, tel que défini dans la Loi, ce principe est régi par deux critères, celui d'ordre numérique et celui d'ordre sociodémographique et géographique. Nous sommes d'avis que sont aussi importants l'un et l'autre et nous devons être prêt à déroger au premier afin que puisse s'exprimer le second. Sinon, ce sera toujours le second critère qui écoperait. Rien n'échappe à la logique mathématique.

C'est d'ailleurs pour cette raison que la Loi introduit, à l'article 17, la notion d'exception permettant de corriger les inconvenances de la règle mathématique. La seule chose que demande la Loi est de motiver par écrit chaque décision et c'est ce que nous tenterons de faire pour vous.

Les arguments traditionnels

Le comté de Matane existe depuis 1890, donc depuis près de 120 ans. Il a souvent été représenté par des ministres et a eu un poids politique significatif. Ce lieu qu'habitent les gens d'ici a une signification, il est leur racine, ils en sont fiers. Cela n'a rien à voir avec un comté urbain dont le nom ne signifie rien pour la plupart de ses électeurs. Le comté politique de Matane, représenté par le député de Matane, est l'expression ultime de cette racine et de cette fierté. On vote pour la personne qu'on juge la meilleure pour parler en notre nom, elle devient la voix de notre « sociodémographie et de notre géographie » (2^{ème}

critère de la Loi). Elle n'est pas qu'un législateur, elle est la citoyenne ultime, la porte-parole d'un modèle sociodémographique distinct, d'une géographie distincte.

Le projet actuel amènerait le comté de Matane et celui de Gaspé à ne former qu'une seule entité. Sans rien enlever au comté de Gaspé, nous pouvons dire qu'il y a là une autre racine, une autre fierté toutes aussi légitimes pour eux. Mais les réalités des deux comtés ne sont pas du tout les mêmes. Nous sommes de Matane, ils sont de Gaspé. Tout le monde au Québec qui connaît un tant soit peu les deux régions sait très bien que ce sont deux mondes vraiment différents. Fusionner ces deux comtés ne respecte pas, à notre avis, le 2^{ème} critère de la Loi. Ces deux mondes ont besoin et doivent avoir droit à un porte-parole qui soit propre à chacun.

Dans le but de démontrer les difficultés de la réalité géographique, nous allons maintenant nous attarder au travail d'un député en région. Comment peut-on penser que le travail d'un député puisse être efficace dans un comté si immense ? Le trajet routier entre Matane et Gaspé se fait en 3 heures et 30 minutes. Puisque beaucoup viendront dire à la Commission comment le rôle d'un député en région est bien plus important qu'en milieu urbain, nous ne le répéterons pas. Mais nous allons simplement ramener cet élément vis-à-vis les critères de la Loi. Supposons qu'un député fasse le trajet d'un bout à l'autre de son comté 50 fois par année, cela signifie 300 heures de moins par année à consacrer au travail auprès des gens par rapport à un député dans un comté qu'il traverse en 30 minutes. Une année normale de travail est d'environ 2000 à 2500 heures. C'est la capacité du citoyen à interpellier son député qui est réduit d'autant (près de 15%). La relation député/électeur fait aussi partie du processus démocratique, il nous semble. Autant que le poids d'un vote le jour du scrutin.

Au sujet du développement des régions éloignées, encore là il y a une grande iniquité dans la nature même des choses. Les grands centres de décision sont les milieux urbains et surtout la capitale et la métropole. Le rôle d'un député en région est de compenser, en quelque sorte, l'affaiblissement dû à l'éloignement. Il y a fort à parier qu'un promoteur en Gaspésie aura besoin de son député pour obtenir un rendez-vous avec un ministre responsable, en plus d'avoir à bloquer deux jours à son agenda pour l'aller/retour. Plus souvent qu'autrement, le promoteur ne se déplacera pas et confiera finalement la représentation

complète auprès du ministre à son député pendant qu'il sera au parlement. Est-ce la même chose pour un promoteur à quelques heures de la capitale ? Avoir la capacité d'accéder directement aux centres de décisions comme les cabinets ministériels ne fait-il pas aussi partie de l'exercice démocratique ?

La disponibilité de services de l'appareil d'État est plus déficiente dans les régions éloignées. À la rigueur, on peut penser que ce soit acceptable vu les coûts énormes engendrés. A titre d'exemple, il ne peut y avoir d'université en dessous d'un minimum de niveau de population. Cependant, encore là le député se voit octroyer un rôle de compensateur à ce déficit. Les citoyens se tournent vers le bureau du député pour régler toutes les situations pour lesquelles ils ne peuvent accéder à un bureau régional gouvernemental ou à un service. Le député et ses adjoints doivent assister les citoyens pour toutes sortes de dossiers. Et ce n'est pas parce que ce sont des citoyens plus dépourvus que d'autres ou par habitude, non, c'est en grande partie parce que les services gouvernementaux ne sont pas disponibles chez nous. Un accès égal aux services vaut autant en démocratie que le poids égal de chaque vote, non ?

En fin de compte, on confronte ici le débat entre la valeur et la qualité du vote le jour du scrutin et la valeur de l'exercice démocratique au fil des jours entre les jours de scrutin. On remet aussi en question la volonté de développer les régions, en y accordant un appui significatif pour que cela se produise. Ce que nous voulons dire, c'est que le déficit de proximité citoyen/état en distance des points de service doit être compensé par le renforcement de certains moyens d'action, comme la représentation par des députés élus par moins d'électeurs, pour arriver à équilibrer les choses. Sinon, les régions partent déjà perdantes.

Les arguments sociopolitiques :

Nous posons la vraie question. Pourquoi doit-on mettre autant d'insistance à faire valoir chaque vote de façon égale sur le plan national ? Nous avons essayé de trouver de vraies réponses. Des réponses qui sont autre chose que de la mathématique pure.

A partir de quand peut-on prétendre qu'un vote est égal à un autre ? Il n'y a pas de test d'aptitude pour électeur qui vienne dicter quoi que ce soit. Tout le monde a le droit de voter pour choisir un candidat dans un comté, un point c'est tout. Il y a 125 comtés et 125 candidats élus. Comment peut-on arriver à conclure qu'un vote dans un comté n'équivaut pas à un vote dans un autre comté ? Si quatre partis s'affrontent à l'intérieur d'un comté et qu'il y a 25,000 électeurs, l'élu aura récolté le plus grand nombre de voix au sein de ces 25,000 électeurs qui sont tous égaux et il aura la victoire. Chaque vote libéral dans un comté sera égal au vote péquiste, adéquiste ou Québec solidaire, ou à tout autre. Où est le problème ?

Une fois qu'un gouvernement est formé, il peut prendre beaucoup de décisions. La bataille des régions contre les centres urbains se joue à forces égales parce que chaque comté utilise ses élus pour obtenir les gains qu'il recherche. Mais si un enjeu est trop important, par exemple s'il est d'importance nationale, il est, la plupart du temps, amené en référendum. Nous sommes alors dans une logique de votes nationaux à portée égale, sans que la carte électorale n'y dérange quoi que ce soit.

L'équilibre des forces régions/centres nous apparaît actuellement suffisamment en faveur des régions centres. Un affaiblissement des régions par une diminution de la représentativité en terme de nombre de députés viendrait créer un déséquilibre très net en faveur des régions centrales. On reconnaît facilement que l'exercice démocratique doit se jouer entre les citoyens et l'État. Mais cet équilibre se joue aussi à l'Assemblée nationale entre les députés des régions et ceux des centres. Qu'en sera-t-il du Québec régional quand le vote urbain représentera la majorité forte au parlement ? Aussi absurde que cela puisse paraître, ce seront les députés urbains qui décideront de ce qui arrivera dans les régions, en forêt, en agriculture, en pêche, routes, écoles de villages, etc. parce qu'ils pourront former le gouvernement indéfiniment. C'est vraiment cela la démocratie du Québec ? Il devrait y avoir une forme d'équilibrage permis pour empêcher ce genre d'aberration.

Actuellement, la Loi permet à la CRÉ de prendre des décisions d'exception à la règle du 25 % d'écart et de le justifier, permettant ainsi le maintien de la carte électorale actuelle en région. On pourrait s'attarder à toutes sortes de scénarios aussi farfelus qu'ils puissent être

pour refaire la Loi ou pour redéfinir les règles. Mais en bout de piste, tout cela revient à la même chose, préserver la carte actuelle. Et cela est possible, sans ajouter quoique ce soit d'autre, en utilisant les règles d'exception édictées dans la Loi actuelle. Pourquoi ajouter des députés, pourquoi augmenter la règle du 25 %, pourquoi solliciter une modification de la Loi ? Nous, du comté de Matane, demandons simplement que notre comté devienne une exception comme l'Ungava et Les-Îles-de-la-Madeleine. Nous demandons la même chose pour les quatre comtés de la Gaspésie (Les Îles, Gaspé, Bonaventure et Matane). Nous en avons besoin pour le bien de la démocratie québécoise.

Enfin, la valeur démocratique d'un processus électoral est fondée sur bien plus de choses que le poids de chaque vote. Un taux de participation comme au Québec autour du 2/3 des électeurs signifie un malaise aussi important à traiter que la carte électorale. Pourquoi la Commission ne va-t-elle pas dans cette direction pour améliorer les choses ? Aux États-Unis, la nation qui symbolise la démocratie, le taux de participation avoisine les 50 %. Pourtant le découpage des cartes électorales ne tolère pas plus de 5 % d'écart en nombre de vote. Ce qui signifie que le chef de la plus grande puissance mondiale est choisi par moins de 30 % de la population de son pays. Le principe de la représentation effective de l'électeur est-il suffisant dans ce cas ?

Conclusion :

La Commission de la représentation électorale est responsable d'administrer une Loi qui lui confère le rôle de gardien de la démocratie en quelque sorte. Mais cette loi ouvre suffisamment de portes pour que la Commission use de son influence pour faire pencher l'exercice de refonte de la carte électorale de façon à créer l'avantage dans un sens ou dans l'autre. Actuellement, on constate un débalancement de la démographie en faveur des régions centrales. A partir de ce constat, il faut se poser les bonnes questions.

Qu'est-ce que la population du Québec souhaite pour le futur ? Est-ce une amélioration en faveur des régions éloignées ou une centralisation encore plus forte vers les milieux urbains ? Sommes-nous vraiment devant une crise où les régions en surnombre d'électeurs exigent leur part à tout prix ? Se sentent-elles à ce point défavorisées qu'elles

n'accepteraient aucunement la situation d'exception que nous demandons ? Ce sont là les vraies questions.

Et notre réponse, vous l'aurez devinée, est qu'il y a unanimité au Québec à vouloir préserver la carte électorale actuelle. Et que cette volonté de garder les acquis est de plus en plus grande à mesure que nous nous éloignons en région. Cette unanimité se base sur l'idée qu'il faut à tout prix redynamiser les régions et leur permettre d'inverser la tendance. Nous pensons que même dans les grands centres urbains, la population aimerait que vous posiez des gestes en faveur des régions.

En 2001, la Commission a maintenu la circonscription électorale de Matane sur la base d'une exception reconnue tel que le permet l'article 17 de la Loi, comme ce fut le cas aussi pour Gaspé, Bonaventure et Matapédia. Qu'y a-t-il de différent en 2008 pour ne plus mériter d'être reconnu comme étant en situation d'exception ? Nous sommes d'avis que, tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas eu de réforme à la Loi électorale, cette reconnaissance de situation d'exception doit prévaloir.

Nous croyons donc que notre demande est légitime et nous sommes persuadés de vous avoir convaincu. Aidez nous à inverser la tendance actuelle en posant ce petit geste. Tôt ou tard, il arrivera bien une vraie réforme du mode de scrutin pour replacer les choses de toutes façons.

Merci de nous avoir écoutés.

Ghislain Miousse, président du Parti Québécois du comté de Matane.

2